

Joël Martine

Les mouvements citoyens face aux effets pervers de la démocratie représentative¹

La critique radicale des partis peut parfois paraître aisée ou se trouver disqualifiée comme « populiste ». Mais elle peut déboucher aussi sur des tentatives originales de couplage avec les mouvements sociaux de façon à mettre la représentation politique « sous surveillance ».

Ce qui empêche les partis politiques d'œuvrer à des transformations de la société à partir des impulsions données par les mouvements sociaux et le débat public, c'est l'auto-intoxication paralysante que produit la compétition incessante en leur sein pour les postes de pouvoir. C'est elle qui génère les « écuries de course » et un climat constant d'intrigues, qui ne seraient qu'un folklore dérisoire si elles ne dévoraient pas inéluctablement la plus grande partie de l'énergie et du temps des militants des partis. Cette situation est une conséquence largement inéluctable de la fonction d'un parti dans la démocratie représentative, qui est justement de conquérir des postes de pouvoir. Par conséquent les tentatives à l'intérieur d'un parti pour en faire le vecteur de transformations sociales sont vaines.

1Cet article est la réécriture sous une forme résumée, donc peut-être trop péremptoire, de plusieurs textes plus circonstanciels, hypothétiques, étayés d'exemples vécus, et avec des propositions plus détaillées. Voir <http://joel.martine.free.fr/Politique-alternative/Accueil-Politique.html>, ou <http://joel.martine.free.fr>, rubrique Politique Alternative, ou <http://www.millebords.org/IMG/pdf/TRANS.pdf>.



Le centre de gravité du militantisme de transformation sociale doit se situer dans des associations politiques mais non-partisaires.

À partir de là se pose la question des structures par lesquelles ces associations peuvent agir sur les institutions représentatives et donc sur les partis qui pourvoient à leur renouvellement. Les associations devraient pour cela mettre sur pied des forums de liaison permanents, sous leur contrôle, entre elles-mêmes et les élus qui acceptent de coopérer avec elles. Ces forums permettraient l'appropriation collective d'une action transformatrice articulant les mobilisations sociales, l'élaboration de propositions et de programmes, et l'expérience de la gestion des institutions représentatives. Ils deviendraient le « non-parti » de la transformation sociale.

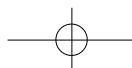
On laisserait aux partis ou à d'autres groupements politiques le soin de sélectionner des candidats pour les élections en leur souhaitant bonne chance pour la gestion des nuisances que crée cette fonction !

La spirale des intrigues : l'étouffement de la vie politique dans les partis par la course aux postes

À partir du moment où un parti (ou une association, ou un syndicat) peut acquérir des postes de pouvoir, cela ouvre une compétition à l'intérieur du parti, qui tend à absorber toutes les énergies. Il peut y avoir des contre-tendances à ce processus, mais comme on va le voir ce n'est pas à l'intérieur d'un parti que ces contre-tendances peuvent prendre le dessus.

Il suffit que quelques-uns seulement dans un parti mettent tout en œuvre pour conquérir des postes de pouvoir, et les autres sont obligés, sous peine d'être marginalisés, d'entrer dans la compétition en utilisant les mêmes armes. C'est ainsi que fleurit une série de pratiques détestables d'un point de vue démocratique. Ces pratiques sont bien connues, mais il faut surtout comprendre qu'elles s'enchaînent et se reproduisent avec un déterminisme implacable au point de devenir le principal processus organisateur de la vie du parti. Ce que j'appelle la spirale des intrigues n'est pas d'abord le produit d'une culture ou d'une psychologie propres aux militants, mais c'est le résultat déterminé de la situation de compétition interne pour l'accès aux postes, situation à la Hobbes de « guerre de tous contre tous », avec des phases de conflit larvé et de conflit ouvert, des logiques d'affrontement entre blocs ou, à l'inverse, de panier de crabes général :

- Il se constitue des *écuries de course*: des réseaux de complicité fondés sur l'échange de services pour la conquête de postes. Un leader qui n'a pas d'écurie de course risque d'être éliminé.



- Les écuries de course génèrent une *corruption électorale du débat interne*: souvent les plates-formes des différentes tendances ne sont pas des choix de stratégie vraiment assumés, mais plutôt des arguments électoraux. Il est plus important de brandir un argument qui attirera le vote de quelques adhérents, que de chercher un consensus plus large qui ferait avancer les idées du parti. Le discours d'une tendance fonctionne comme une image de marque, ou comme le prétexte à la solidarité d'une écurie de course.
- On recrute des *adhérents de complaisance*. On pourrait combattre cette pratique (sanctionner d'inéligibilité les recruteurs indécents, et tester la sincérité des adhérents en imposant à chacun un minimum d'implication militante contrôlable par ses pairs). Mais il est peu probable que les dirigeants d'un parti acceptent de telles règles, car eux-mêmes doivent leurs postes en partie à des adhérents de complaisance, voire au clientélisme.
- Il y a un climat constant d'*intrigues*, avec des phases de guerre froide (sabotage des actions qui accroîtraient le prestige d'un concurrent, magouilles discrètes, par exemple des échanges de votes entre écuries de course à l'insu des militants) et des phases de crise aiguë, avec calomnie, harcèlement médiatique, etc.
- Il faut savoir *jouer la montre*: on épuise ses concurrents dans des intrigues stériles et de la représentation. Cela ne favorise pas l'ouverture aux problèmes de la société! Et cela met hors jeu les adhérents qui manquent de temps et de savoir-faire bureaucratique, notamment ceux de milieux populaires, et celles/ceux ayant charge d'enfants.
- D'où un *casage psychique* qui élimine ceux qui ne sont pas assez motivés pour ce mode de vie.
- Les nécessités mêmes de la lutte pour la survie entre les cadres du parti sélectionnent pour les postes où il y a le plus de pouvoir de décision (pouvoir statutaire mais surtout pouvoir de fait) les carriéristes les plus acharnés et les individus qui ont le goût pervers du pouvoir ou de l'intrigue.

Cette *sélection darwinienne* accentue la spirale des intrigues et l'incapacité du parti à la neutraliser.

Le parti tend à devenir un instrument de ses propres notables; les simples militants ne pèsent rien. Ils sont sollicités pour participer à la lutte interne entre les écuries de course (plus que pour les actions vers l'extérieur!), mais dans le fond ils « comptent pour du beurre »: ceux qui sont au parfum des luttes de pouvoir font croire aux autres que leur participation



démocratique sert à élaborer les orientations du parti. Ce fonctionnement fait fuir les adhérents qui aspirent à autre chose, notamment les militants de mouvements sociaux, et les créatifs en tout genre .

La solution à la Hobbes pour sortir de cette guerre de tous contre tous, c'est l'adhésion du parti à un chef unique, qui doit pour cela être charismatique. Mais les projets charismatiques ont peu de chances de réussite: la conscience citoyenne contemporaine n'adhère pas facilement au charisme. Dans ces conditions le rêve narcissique de certains politiciens, de conquérir une autorité centrale dans le parti, ne fait qu'accentuer l'irrationalité de la course aux postes. Enfin les éventuelles solutions autoritaire-charismatiques sont rarement compatibles avec la culture de démocratie plurielle et expérimentale qui est nécessaire pour une action transformatrice dans la complexité de la société actuelle.

De l'asphyxie à la paralysie

La conséquence de tout cela, c'est l'incapacité des partis, même de ceux qui le souhaitent sincèrement, à peser dans les rapports de force sociaux et à aider à des pratiques sociales transformatrices. Par exemple, les Verts français ont toujours dit que même si leurs élus étaient obligés de faire des compromis, le plus important était que le parti agisse dans l'opinion, dans les luttes, et par sa croissance électorale, pour créer un rapport de force qui permettrait de faire passer des décisions radicales au niveau du gouvernement et des institutions représentatives. Mais le parti n'a pas mis ses forces militantes pour construire des mobilisations populaires, même sur des thèmes où la société était très sensibilisée, car le fonctionnement interne du parti, structuré par la course aux postes, a toujours absorbé l'essentiel des énergies.

Certains expliquent le bilan décevant des Verts par le fait que leurs dirigeants auraient été convertis aux idées sociales-libérales. Or en fait la majorité des dirigeants Verts ne croient pas au social-libéralisme. Ce qu'il faut expliquer sociologiquement, c'est pourquoi ni le parti ni même une tendance du parti ne fut capable d'impulser une pratique politique alternative au social-libéralisme.

Deux exemples : les Verts en Europe, le PT au Brésil

Dans leur phase de constitution les partis Verts ont été portés par l'expérience des luttes dans la société civile, par des approches scientifiques radicales, par de fortes exigences éthiques, par la critique des blocages des systèmes politiques. Ces généreuses dispositions furent de peu de poids face à la logique asphyxiante de la course aux postes. (Sauf au niveau des petites villes où les militants sont sous le regard les uns des autres).





Le Parti des Travailleurs brésilien fut l'exemple d'un parti politique maintenant une réelle radicalité: enracinement dans les luttes des salariés et des pauvres, expériences de budget participatif, lancement des Forums Sociaux Mondiaux. Cette radicalité provenait de l'expérience du syndicalisme combatif, des mobilisations des pauvres et des exclus s'organisant en dehors des institutions étatiques, et de l'esprit de fraternité utopique mis en pratique par la théologie de la libération. Ces dynamiques, ces « contre-tendances » à la récupération dans l'ordre établi, n'ont pas empêché le parti d'être envahi puis pris en main par ses politiciens à partir du moment où un partage du butin a été en vue. On peut discuter sur le bien fondé de la politique suivie par ce parti dans les institutions: compromis tactiques réalistes ou trahison? Mais au moins il est certain que le parti met très insuffisamment ses moyens militants ou institutionnels à la construction de pratiques alternatives qui rendraient possibles des transformations sociales radicales.

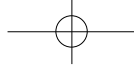
La crise récurrente des systèmes actuels de domination produit fréquemment des bouleversements imprévisibles, autrement dit des « catastrophes » grandes ou petites, économiques, écologiques et politiques. Il faut donc s'attendre à des situations où le pseudo réalisme des pouvoirs en place est délégitimé, où des secteurs décisifs de la société se mobilisent, et où une volonté collective transformatrice peut se constituer, y compris par le canal d'un parti qui génère une relève des décideurs politiques. Mais il faut s'attendre aussi à ce que cette radicalité soit asphyxiée par le fonctionnement partidai redès que le climat de mobilisation faiblira ou dès qu'on pourra rallier les suffrages de secteurs moins mobilisés.

L'intégration au système dominant

Pour le dire dans les termes de Bourdieu, chaque parti tend à devenir l'un des *champs* dans les *luttres de classement* dans l'espace social stratifié existant. Cela empêche le parti de voir plus loin et d'intervenir à partir d'un projet de société comme un opérateur lucide dans les conflits entre les classes et autres groupes d'intérêt. Quelles que soient ses références idéologiques, il tend à revenir au « réalisme ». Pire, les dirigeants, dans leurs luttes de pouvoir entre eux, ont besoin d'avoir des alliés au sein des systèmes de pouvoir conservateurs (bourgeoisie, haute administration, partis hégémoniques, dirigeants des médias, bureaucraties syndicales), ce qui permet à l'establishment de coopter ou de manipuler certains dirigeants des partis.

Je n'ai pas parlé de l'électoratisme et du clientélisme. Ces effets inéluctables de la démocratie représentative pourraient être tenus sous





contrôle voire utilisés dans un sens de mobilisation et de transformation sociale, si les partis n'étaient pas eux-mêmes corrompus de l'intérieur par la course aux postes.

Une oligarchie des professionnels de la politique

La démocratie représentative aboutit à la cristallisation d'une couche sociale spécifique: les élus et leurs auxiliaires salariés. Il est plus décisif pour ces gens de consolider leurs positions que de transformer la société. On peut parler d'oligarchie (théorie de Robert Michels) ou de bureaucratie (théorie des trotskistes). Mais il faut souligner que le parti tend à être reassujéti aux spécialistes de la compétition politique *avant même* leur cristallisation en une couche de professionnels.

Insuffisance des explications psychologiques

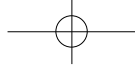
La culture de l'intrigue et les conflits entre cliques au sein d'une collectivité ne sont pas spécifiques aux partis. On peut les expliquer par la psychanalyse et la psychosociologie: recherche de satisfactions narcissiques donc de prestige, complexe de supériorité, plaisir pervers de manipuler autrui, plaisir de la destruction, besoin de se sentir intégré dans un groupe et de diaboliser les autres, masochisme collectif, etc. Mais ces explications sont insuffisantes car dans un parti les enjeux de pouvoir surdéterminent les comportements. Ce sont eux qui donnent tant de force à la culture de l'intrigue, laquelle étouffe les dispositions altruistes initiales et les quelques expériences psychologiquement épanouissantes.

Ne pas confondre avec l'esprit de chapelle

Souvent on confond dans un même rejet des partis deux processus qui n'ont pas le même déterminisme: la *course aux postes* d'une part, ce qu'on appelle *la politique politicienne*, et d'autre part *l'esprit de chapelle*. Ces deux processus conduisent au décalage des partis par rapport au mouvement de la société, ainsi qu'à la culture de l'intrigue dans leur vie interne, mais il s'agit de deux logiques différentes, bien qu'elles puissent se combiner. L'esprit de chapelle (patriotisme de parti, sectarisme, folklore, dogmatisme) résulte à la fois des causes psychologiques qu'on vient d'évoquer, et du pouvoir collectif (même petit) que constitue l'organisation. Il est surtout sensible dans les partis qui ont une forte identité idéologique, comme les trotskistes ou le PC stalinien de naguère. Il l'est moins dans les partis dont les références idéologiques sont plurielles, voire fluides (les Verts, le PS).

Les effets de la course aux postes sont peu sensibles dans les partis qui n'ont que très peu accès à des postes de pouvoir officiels: c'est le cas des





partis d'extrême-gauche (sauf là où ils ont trouvé à se nicher dans les appareils syndicaux). Dans l'extrême-gauche, comme dans les associations un peu marginales, les postes de pouvoir interne ont surtout une valeur imaginaire, narcissique, et en général n'offrent pas d'intérêt professionnel (au contraire). Dans ce cas, l'hypertrophie des intrigues internes, quand elle existe, ne peut s'expliquer que par des causes psychologiques. Et le manque d'ouverture à la vie de la société, si c'est le cas, s'explique par l'esprit de chapelle.

Le fourvoisement de la gauche de la gauche. Le mythe du parti

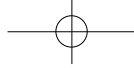
À l'extrême-gauche, dans la gauche du PS, au PC, chez les Verts et dans divers milieux militants, beaucoup ont le projet de construire un « bon » regroupement politique, qui en s'érigeant en acteur crédible sur la scène de la démocratie représentative, se saisirait de leviers de décision institutionnels tout en restant un catalyseur de pratiques sociales radicales. Or ce beau projet risque fort, dès ses premières réussites, de générer son auto-intoxication par la course aux postes. Et il serait idéaliste de croire, comme l'ont cru les Verts, que des convictions, un programme, et des règles de fonctionnement suffiraient à écarter ce danger.

Si la société a besoin d'« avant-gardes » politiques (au pluriel), ou plutôt d'« éclaireurs » (*pathfinders*: autre métaphore militaire, plus exacte et moins autoritaire), la forme parti n'est pas la mieux à même de remplir cette fonction. Croire qu'une « avant-garde » politique doit se constituer en parti ou en tendance de parti, vouloir refaire Lénine ou Jaurès, c'est rester dans le fétichisme de la représentation politique. Ce choix de la gauche, traditionnel et inquestionné depuis les Jacobins, fait partie d'un imaginaire volontariste centré sur le prestige et la force du pouvoir d'État. Le mythe messianique du parti imaginaire (bien différent du fonctionnement des partis réels) a une fonction psychologique: c'est d'entretenir la cohésion des militants par l'esprit de chapelle. Or l'expérience d'associations activistes aussi diverses que Greenpeace ou le DAL, et de réseaux citoyens non partidaires, montre qu'il y a d'autres moyens pour entretenir la cohésion militante. Il serait peut-être (?) moins contre-productif pour les gauches de la gauche de se constituer en structures non partidaires.

Comment les mouvements citoyens pourraient contourner les partis

Le centre de gravité de l'action politique transformatrice doit se situer dans des associations politiques agissant dans les mobilisations sociales





et dans le débat public tout en restant autant que possible déconnectées de la compétition pour des postes de pouvoir politique ou gestionnaire. Justement, la prise de conscience des citoyens a généré des associations qui par leurs règles et par leur culture limitent délibérément en leur sein les enjeux de postes de pouvoir et de gestion (exemples: ATTAC, Agir Ici, AC!): des associations *politiques*, c'est-à-dire formulant des exigences sur ce que doivent faire les institutions politiques, mais *non-partidaires*, c'est-à-dire s'abstenant d'entrer dans la compétition électorale, et *non-gestionnaires*, c'est-à-dire s'abstenant de conquérir des postes de gestion et maintenant leur appareil administratif interne au niveau du minimum nécessaire. Ces associations peuvent aussi former des forums de discussion (les Forums Sociaux) ou des alliances d'action sur des thèmes précis: des collectifs de campagne, conjoncturels ou permanentes. D'ailleurs à l'origine d'ATTAC, « Agir Ici » et « AC ! » sont des cartels, qui se sont dotés de groupes d'adhérents directs.

Un exemple. La vitalité d'ATTAC (jusqu'à quand se maintiendra-t-elle?) est due à un cocktail paradoxal entre deux formes d'organisation: D'un côté des institutions de la gauche établie (syndicats, médias, associations) ont formé, sous l'impulsion de militants désireux de débloquent les rapports de force idéologiques et politiques, un cartel d'action strictement cantonné aux batailles d'idées. Par cette autolimitation le cartel s'est verrouillé contre les possibles tentatives d'instrumentalisation politicienne et a dynamisé la bataille d'idées notamment dans les médias.

D'un autre côté sur la légitimité de cette entreprise se sont développés des comités locaux et des réseaux thématiques dont la vitalité militante empêche une momification bureaucratique du cartel initial.

Ce cocktail français n'est peut-être pas reproductible. Ce n'est qu'un exemple de contournement des blocages. Il serait peut-être inutile dans un pays où il y aurait une forte auto-organisation à la base dans les associations, les syndicats, le mouvement coopératif et les municipalités.

Certes il y a une course aux postes et des tentatives de prise de pouvoir à l'intérieur d'ATTAC ou des Forums Sociaux, car la notoriété qu'on y conquiert peut servir de tremplin pour des entreprises électorales ultérieures. Mais cet accès aux postes de pouvoir est moins direct et plus incertain que dans un parti. Il est plus difficile de constituer une écurie de course car le butin est maigre dans l'immédiat, incertain dans l'avenir. Donc même si l'y a des manœuvres de compétition et des tentatives d'instrumentalisation politicienne, une association peut se vacciner contre



elles par la conscience qu'elle en a et les contrebalancer par la richesse créative de son activité. Cela est rendu possible par la culture citoyenne alternative, qui maintenant se transmet à travers les générations, et qui par son autorité morale et intellectuelle et ses limites politiques occupe aujourd'hui une place comparable à celle de la philosophie des Lumières au XVIII^e siècle (... cela mériterait plus ample discussion).

Tout cela a pour condition un climat de mobilisation (et d'innovation, avec des effets de surprise) chez les adhérents, et dans la société. Quand ce climat faiblit, l'esprit de chapelle, la bureaucratisation, et la course aux postes refont surface. Il est donc décisif pour un mouvement citoyen de rebondir sur des idées innovantes et de s'enraciner dans des pratiques sociales durables (nous y reviendrons à la fin).

Comment instrumentaliser et surveiller les partis (et peut-être les transformer de l'extérieur)

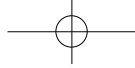
À partir de là se pose la question des structures par lesquelles ces associations peuvent agir sur les institutions représentatives et donc sur les partis qui pourvoient au renouvellement de ces institutions, tout en maintenant leur indépendance et leur distance vis-à-vis de l'agenda de ces institutions et partis.

(Cette question se pose tout autant dans l'optique d'une stratégie de réformisme radical, que dans une perspective de rupture révolutionnaire, car même un hypothétique remplacement du pouvoir d'État actuel par une réorganisation de la société à partir du bas ne supprimerait pas la nécessité d'institutions représentatives – au contraire ! – mais ce n'est pas l'objet de ce texte.)

Les associations devraient pour cela mettre sur pied des forums de liaison permanents, sous leur contrôle, entre elles-mêmes et les élus qui acceptent de coopérer avec elles.

Ces forums permettraient :

- d'esquisser dans les grandes lignes un projet de société généraliste à partir de l'expérience des diverses associations, et à partir de projets sectoriels,
- de faire pression sur les élus pour qu'ils relaient les mouvements sociaux, et inversement d'appuyer dans l'opinion publique ceux qui le font bien,
- d'écouter les élus pour mettre au point, à la lumière de leur expérience, des projets faisables et gérables dans les rapports de force au sein des institutions représentatives, et de tester leur mise en œuvre.



Ces forums permettraient l'appropriation collective d'une action politique transformatrice articulant les mobilisations sociales, l'élaboration de propositions et de programmes, et l'expérience de la gestion des institutions représentatives. Ils deviendraient le « non-parti » de la transformation sociale.

On laisserait aux partis ou à d'autres groupements politiques le soin de sélectionner des candidats pour les élections.

Les militants des partis qui souhaitent les soustraire à l'emprise des politiciens et les mettre en résonance avec les impulsions transformatrices de la société pourraient s'appuyer sur le crédit politique qu'ils conquerraient en coopérant avec les associations dans les forums de liaison élus-associations.

Protéger la radicalité des partis contre les logiques politiciennes

Les partis sont-ils réformables? Des règles comme la rotation des mandats, et un statut de l'élu permettant aux simples citoyens d'exercer un mandat électif puis de retourner à leur vie professionnelle (proposition des Verts et du PC), peuvent limiter l'autonomisation de la « classe politique », mais sont d'une efficacité limitée contre la course aux postes. On peut imaginer aussi des règlements permettant que les activités d'animation, d'élaboration, de mobilisation, et de débat dans les mouvements sociaux, soient déconnectées des fonctions représentatives et gestionnaires, de façon que la capacité politique des militants et des citoyens à œuvrer pour des transformations de la société ne soit pas étouffée par les pratiques que génère la lutte pour les postes. Un exemple numérique simplifié:

Quand un parti (ou un syndicat, etc.) fait une campagne pour obtenir 12 élus, il pourrait désigner pour la même période (campagne électorale + législature) 4 autres militants (règle 3/4 – 1/4), avec un budget en proportion, pour organiser la participation du parti aux mouvements sociaux, à l'élaboration d'alternatives, aux campagnes d'opinion.

Mais il est peu probable qu'un parti adopte des règles de ce genre, car du point de vue de l'intérêt des politiciens qui contrôlent les partis ce serait du gaspillage. Les partis le feront quand ils seront sous l'amicale pression publique de mouvements citoyens non-partidaires.

Articuler les différentes formes de démocratie

La capacité de la société à contrôler son devenir, à défaire les rapports de domination, à s'approprier les connaissances, et à formuler des utopies concrètes, passe par la combinaison de formes diverses de démocratie, qui ont chacune leur intérêt et leurs dangers :



- la démocratie représentative (nous ne revenons pas ici sur son bien-fondé) court le risque d'être vidée de son contenu par la course aux postes, la magouille, la corruption des élus, la manipulation de l'opinion. Nous avons vu plus haut que ce risque est à peu près inéluctable pour les partis politiques.
- la démocratie gestionnaire (sous diverses formes: coopératives autogérées, entreprises publiques cogérées, autonomie locale, budget participatif) apporte l'indispensable implication concrète des citoyens dans leur vie de travail et leur quotidien, ainsi que des tests de faisabilité pour les projets alternatifs. Mais peut elle aussi être empoisonnée par la course aux postes et la corruption.
- la démocratie associative est la forme la plus souple pour exprimer les aspirations et les possibilités de la société et mettre au point des projets. Toutefois, dans la mesure où les associations se dotent de moyens financiers, ou se voient confier des fonctions de gestion, ou conquièrent des postes de représentation, elles sont elles aussi guettées par la course aux postes, la corruption, le clientélisme (notamment corporatiste dans le cas des syndicats) et la bureaucratie. De plus il y a toujours la course à la notoriété.
- la démocratie de mouvement (grèves, manifestations, comités d'action, assemblées générales, coordinations) est à la fois la plus mobilisatrice et la plus capable de modifier les rapports de force; elle est en outre très réactive; elle est souvent porteuse d'utopies qui échappent aux calculs d'intérêt et de pouvoir. Mais d'une part elle ne tient pas dans la durée, d'autre part elle est facilement manipulable.

Pour défaire les rapports de domination, le pouvoir de l'argent, le conservatisme bureaucratique, il faut s'appuyer sur la démocratie de mouvement et s'y ressourcer. Mais cela ne suffit pas à construire des projets politiques. Des forums de liaison entre associations et élus pourraient de le faire en neutralisant les effets pervers des associations et des partis.

Les Anarchistes depuis la fin du XIX^e siècle, puis à la fin du XX^e les Dissidents des pays de l'Est, les ONG du Sud, et les Alternatifs d'un peu partout, par réaction à la bureaucratie, ont situé leur action dans la société civile, tournant le dos aux appareils d'État. Cette approche, qui est un peu le négatif du fétichisme de l'État, est à la fois féconde et autolimitative. Il faut donc penser comment les fonctions étatiques elles aussi peuvent être saisies (réorientées, ou neutralisées) par la

démocratie alternative; en particulier comment la gestion des institutions représentatives peut être placée sous l'impulsion et la surveillance des mouvements citoyens. Il faut penser une pratique de transformation sociale portée par une diversité d'associations agissant non seulement dans la société civile, mais aussi parmi les personnels des appareils d'État pour les réorienter dans un esprit de service public et neutraliser leurs fonctions de répression et de domination, associations dont les projets concernant les institutions étatiques se synthétisent dans des forums de liaison associations-élus.

Économie solidaire, démocratie solidaire

Dans le fond, l'importance de la course aux postes (comme du clientélisme) est la conséquence d'une société dominée par le marché, où les choses se règlent par la compétition sur un fond d'inégalité, plutôt que par de la solidarité gagnant-gagnant et transparente, des droits collectifs et des devoirs civiques. La question de comment neutraliser la course aux postes n'est pas séparable de la construction d'institutions économiques alternatives au libéralisme pour rendre possible une démocratie solidaire sur fond d'égalité économique de base. Cela ne peut pas se réaliser du jour au lendemain, mais par une « guerre de position » (au sens de Gramsci, sauf que pour lui l'opérateur de cette stratégie était le Parti), avec des ruptures, des conquêtes, mais aussi des récupérations récurrentes (y compris après une éventuelle révolution). Dans ces conditions la politique politicienne, avec professionnalisation et compétition, ne peut pas être éliminée. Mais on peut la confiner et la mettre sous surveillance des mouvements citoyens.